

RESOLUTION...

Donges, le 30 septembre 1957,

Après le rejet par la Direction de notre revendication de 20 francs de l'heure, les Organisations Syndicales voudraient attirer l'attention du Personnel sur les véritables raisons de son refus.

En effet, la Société ne mettrait certes pas sa trésorerie en péril si elle nous accordait cette augmentation de 20 francs, mais elle obéit à la consigne générale de blocage des salaires donnée par le Gouvernement, en échange d'une illusoire promesse de blocage prix.

Le Gouvernement explique cette politique par le fait que «nous consommons trop» par rapport à ce que nous produisons. En tant que syndicalistes, nous ne pouvons souscrire à cette affirmation qui est le refus même du progrès. En réalité, ce n'est pas notre consommation qui est trop élevée (elle n'est jamais trop élevée mais le «gâteau» qu'on nous alloue qui est trop petit, et va s'émettant de jour en jour).

Pourquoi cela, brusquement, en 1957, alors que l'expansion industrielle nous avait permis, à travers l'action syndicale, d'améliorer sensiblement notre pouvoir d'achat entre 1953 et 1956...? La réponse n'a rien de mystérieux: c'est parce que nous vivons actuellement dans une économie de guerre, et que pour alimenter cette guerre, une partie importante du revenu national est engloutie dans des dépenses qui n'ont rien à voir avec l'amélioration de notre standard de vie, ni pour aujourd'hui, ni pour demain.

Chacun doit savoir que les opérations en Algérie coûtent 700 milliards par an (chiffre publié par le B.E. de la Commission des Nations-Unies). Si l'on pense que la reconstruction d'une ville comme Saint-Nazaire a coûté 30 milliards, c'est le logement possible de 40.000 personnes qui s'évanouit ainsi tous les quinze jours. Or, c'est chacun de nous qui, par ses sacrifices (impôts, taxes, augmentations de toutes sortes), permet à l'Etat de payer cette lourde note.

Les Syndicats, conscients de leur devoir Objectif d'information, ne peuvent plus se taire. Ils ne veulent pas faire de la politique, mais la politique que l'on fait les y oblige. Nous sommes rendus à un point tel que le sort du travailleur et de sa famille est directement lié à son choix politique:

- ou bien, accepter la continuation de la guerre en Algérie, avec les sacrifices obligatoires que cela comporte pour chacun de nous, sans parler des risques de catastrophe économique pour le pays;

- ou bien, exiger la cessation immédiate des hostilités, même au prix de concessions politiques, certains qu'un règlement pacifique ne peut que favoriser l'établissement de liens économiques rentables avec les pays du Maghreb, et revaloriser notre pouvoir d'achat.

Ce choix est trop grave pour que quelqu'un ait le droit de s'en désintéresser. Il faut que chacun réfléchisse à ce problème et fasse connaître franchement son opinion («d'accord» ou pas «d'accord») à l'intérieur de son Syndicat, c'est-à-dire là où elle peut servir.

Dans quelques jours, un mouvement d'ensemble sera organisé à l'échelon du Département pour faire aboutir nos revendications de salaires. Nous saurons prouver que nous savons nous battre, mais nous ne nous faisons pas d'illusions, l'augmentation que nous décrocherons ne saurait être autre chose qu'un rajustement temporaire des salaires sur les prix. Le problème n°1 n'en sera pas résolu pour autant. Si nous acceptons la poursuite de la guerre actuelle d'ici quelques mois le fossé entre les salaires et les prix se sert encore et obligatoirement élargi, et il nous faudra revenir à la charge.

Pour notre part, nous pensons qu'il serait bon que nous nous mettions tous d'accord, pour donner à ce mouvement une portée plus large et plus efficace. Montrons à nos gouvernants que nous ne pouvons plus être les dupes de leur politique et de leurs manipulations financières. Prenons nos responsabilités : il y va de notre sort.